

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER**

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

défaut de base légale au
placement en rétention

Cabinet de GUILLOUX Alice

Dossiers n° N° RG 19/01185 et 19/01186 - N° Portalis DBYB-W-B7D-MIQJ
Minute n° : 19/00347

**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 16 Septembre 2019 à 09h59.

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie BARALE, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le jugement correctionnel du tribunal de grande instance de Béziers, en date du 1er mars 2010, condamnant _____ à la réclusion du territoire français de 3 années, confirmé par la Cour d'appel de Montpellier le 10 janvier 2013 ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 12 Septembre 2019 à l'encontre de :

notifiée à l'intéressé le 13 Septembre 2019 à 09h44 ;

Vu la requête de _____ tendant à l'annulation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 14 septembre 2019 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le 14 septembre 2019 à 12h16 ;

Vu la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** en date du 14 Septembre 2019 reçue et enregistrée le 14 Septembre 2019 à 14h02 tendant à la prolongation de la rétention de _____ dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur Claude HANQUEZ, dûment habilité;

et à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

DEROULEMENT DES DEBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

déclare :

Mention : Propos non compris du greffe.

J'ai été aménagé. J'ai vu ma SPIP et elle m'a dit que l'OQTF a été enlevée. C'est pour ça que j'ai pu partir en 2015 et revenir.

Vous me dites que tant que la peine n'a pas été exécutée, l'OQTF ne s'appliquait pas. Donc en fait, ce que m'a dit la SPIP c'était n'importe quoi.

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience :

- 1^{er} moyen : Irrégularité de l'avis parquet.
- 2^{ème} moyen : Diligences : commencées en amont mais rien depuis le 10/09/2019 alors qu'il y a eu un changement manifeste de sa situation. L 554-1 CESEDA : il faut des diligences continues.;

L'avocat du retenu reprend la requête en contestation de la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative oralement à l'audience :

- Doute sur l'OQTF car il a fait un voyage en 2015, ce qui a créé le doute.
- 20 ans de présence continue sur le territoire pour la plupart régulière. ;

Pour vous répondre, j'habite à Béziers, 23 Rue Azalais de Portirane.

Oui, j'ai un justificatif d'adresse. J'ai donné à l'association et normalement ça a été envoyé. Il y a quelques dossiers sur mon entreprise.

Mention : le bail a été transmis le 16/09/2019 à 09h14.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés, sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :

- Le parquet a bien été avisé immédiatement. La mention fait preuve jusqu'à preuve contraire. Un seul parquet doit être avisé celui compétent pour le contrôle du CRA de Sète

- Si la préfecture n'a pas fait de diligences depuis le 10/09, c'est qu'elle a tout fait avant. Il est sorti de prison vendredi, entre vendredi et aujourd'hui, il y a eu le week-end. Il y a eu un report de rdv, elle ne pouvait rien faire de plus.

Sur la requête, sur la notification du pays de retour, elle a été faite.

Il n'a pas de passeport, il n'a pas de domicile stable (le bail transmis date de 2014, il ne prouve pas qu'il y est encore). Il ne veut pas exécuter la mesure d'éloignement. Il ne justifie pas de l'aller-retour.

déclare :

Je ne peux pas amener de justificatifs du moment où je suis en prison. J'ai payé. Je donné à une personne qui s'occuper mais elle est partie à Nancy. Vous me dites que si je ne paie plus, je ne dois plus avoir le logement, normalement c'est la personne qui vivait à l'intérieur qui avait les contrats pour l'eau et l'électricité à son nom.

Me BALESTIE : On a quand même pour l'adresse une mise en demeure des impôts à cette adresse et datée de juillet 2019. De même infogreffe, n'indique pas que l'entreprise n'est plus domiciliée à cette adresse.

léclare :

Je crois en la justice française.

Mention : *Propos non compris du greffe.*

Si je suis libéré, l'objectif serait de pouvoir continuer mon activité. Sinon, je regrouperais mes affaires et si je dois retourner chez moi je retournerais chez moi.

MOTIFS DE LA DÉCISION

I- SUR LA RÉGULARITÉ DE LA DÉCISION DE PLACEMENT EN RÉTENTION

Dans un moyen repris par son avocat, en contestation de la décision de placement en rétention, M. l'interdiction du territoire français est caduque et ne saurait constituer le fondement de son placement en rétention.

L'article 708 du code de procédure pénale dispose que : "L'exécution de la ou des peines prononcées à la requête du ministère public a lieu lorsque la décision est devenue définitive."

En l'espèce, la décision de placement en rétention administrative de / en date du 12 septembre 2019 se fonde sur une peine complémentaire d'interdiction du territoire français d'une durée de 3 ans prononcée par la cour d'appel de Montpellier le 10 janvier 2013.

Il ne résulte pas du dossier qu'une autre mesure d'éloignement aurait été prise à l'encontre de l'intéressé.

Or, la durée de cette peine d'interdiction du territoire français a commencé à courir à compter du caractère définitif de la condamnation, prononcée de façon contradictoire à signifier, notifiée à personne le 14 octobre 2013, c'est à dire à compter du 20 octobre 2013.

L'interdiction du territoire français d'une durée de 3 ans a donc pris fin le 20 octobre 2016.

Dès lors, l'interdiction du territoire français est terminée et ne saurait servir de base légale à la décision de placement en rétention administrative.

En conséquence, le décision de placement en rétention administrative sera déclarée irrégulière et M. en liberté, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

I- SUR LA RÉGULARITÉ DE LA DÉCISION DE PLACEMENT EN RETENTION

DÉCLARONS la décision de placement en rétention prononcée à l'encontre de l' [] gulière ;

ORDONNONS en conséquence la mise en liberté de []

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que [] nu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

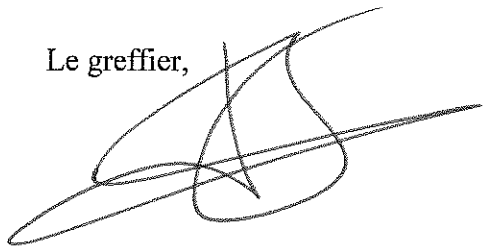
INFORMONS [] t cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

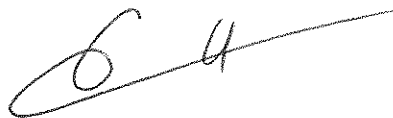
INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 16 Septembre 2019 à [] h []

Le greffier,

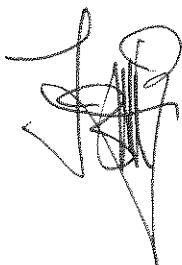


Le juge des libertés et de la détention,

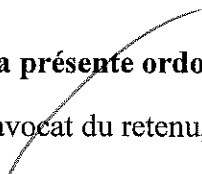


Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 16 Septembre 2019 :

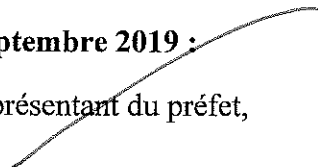
L'intéressé,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,



Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 16
Septembre 2019 à *15 h 15*,
Le greffier,

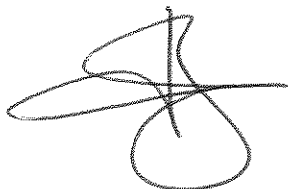


Stéphano DERES
VICE-PROCUREUR

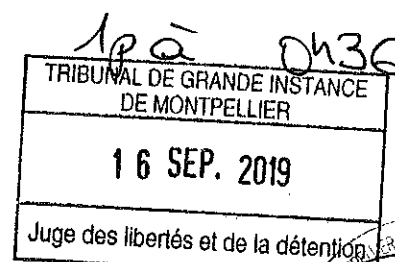
Nous, **Le procureur de la République,** , déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 16 Septembre 2019 à *15 h 15*, le procureur de la République *n'a pas*
interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,



Adeline BALESTIE
Avocate
1280 Avenue des platanes
Future Building 1
34970 LATTES



CONCLUSIONS DE NULLITE

Plaise au Juge des libertés et de la détention

POUR 7/1975 à Porte noire Congo de nationalité
congolaise, actuellement au CRA de SETE

CONTRE PREFET DE L HERAULT

In limine litis

1 – Sur l'irrégularité de l'information PARQUET

Il n'y a pas d'information du parquet de BEZIERS compétent territorialement lors de la levée d'écrou.

De plus il n'y a pas d'heure certaine pour l'information parquet de MONTPELLIER.

2 – Sur le défaut de diligences en violation de l'article L554-1 du CESEDA

Il ressort clairement des mails de la Préfecture qu'il n'y a aucun rdv prévu auprès du consulat du CONGO.

Aucune diligence n'a été entreprise depuis le 10/09/2019 en vue de l'éloignement de

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation du Préfet de l'Hérault
Ordonner la remise en liberté de M.

Fait à Montpellier le 16/09/2019
Adeline BALESTIE

